

BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 9 décembre au 13 décembre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ECONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Kenya**: révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2024
- ❖ **Djibouti**: Financement français d'un projet d'assainissement
- ❖ **Tanzanie**: Lancement d'une ligne à haute tension stratégique entre Chalinze et Dodoma

LE CHIFFRE A RETENIR

770 M USD

Madagascar: Investissement total prévu pour le projet minier Base Toliara

Le graphique de la semaine

Kenya : coût de financement de l'État
-taux d'intérêt des obligations à 10 ans-



Le coût de financement de l'État kenyan est en forte baisse ces dernières semaines : le taux d'intérêt des obligations de l'État à échéance 10 ans a atteint 14,4 % le 9 décembre, après un point haut historique à 19,4 % en avril dernier. Si le risque lié à la dette kényane demeure élevé, cette baisse s'explique par l'amorce par la Banque centrale du Kenya, en août dernier, d'un cycle d'assouplissement monétaire. Les baisses successives du taux directeur, en octobre et dernièrement en décembre, se sont ainsi répercutées sur le coût de financement de l'État. Celui est crucial puisqu'au Kenya, la grande majorité des recettes publiques est utilisée pour payer les dépenses d'intérêts (64 % selon le FMI en 2024).

REGIONAL

Le Kenya et la Tanzanie renforcent leur intégration énergétique

Le Kenya a achevé la construction de sa section de 93,1 km de la ligne de transmission de 400 kV reliant la Tanzanie, facilitant ainsi l'échange d'électricité entre les deux nations et au-delà. Ce projet, d'une longueur totale de 507,5 km, vise à promouvoir le commerce régional de l'énergie et à réduire les coûts de production. En parallèle, les membres de l'*Eastern Africa Power Pool* (EAPP) ont annoncé le lancement en 2025 du marché centralisé *Day Ahead Market* (DAM). Ce système permettra de planifier les échanges d'électricité entre pays, au bénéfice de 620 millions de personnes dans la région.

BURUNDI

Remaniement au ministère des Finances

Le président Ndayishimiye a nommé Nestor Ntahontuye ministre des Finances le 9 décembre, en remplacement de M. Audace Niyonzima après quinze mois en poste. Ce remplacement intervient dans un contexte économique tendu, avec un important déficit budgétaire (-7,4 % du PIB prévue pour 2024), une croissance revue à +2,2 % (contre 4,3 % lors des prévisions d'avril 2024), une inflation qui demeure significativement élevée (+24,9 % en septembre) et un accès limité aux devises étrangères.

COMORES

Légère hausse des créances douteuses au 2^{ème} trimestre

Selon la Banque centrale des Comores (BCC), les créances douteuses du secteur bancaire ont atteint 43,9 M EUR à la fin juin 2024, soit une augmentation de +1,2 % par rapport à fin mars. Le taux des créances douteuses a donc atteint 15,4 % à la fin du 2^{ème} trimestre, soit une hausse de 0,4 de point de pourcentage sur la période étudiée. A l'inverse, les provisions des établissements de crédit ont connu une légère baisse, à 23,6 M EUR à fin juin 2024, contre 24,6 M EUR trois mois plus tôt. Le taux de provision était de 59 % à la fin du 2^{ème} trimestre.

DJIBOUTI

Financement français d'un projet d'assainissement

Le ministre de l'Economie et des Finances de Djibouti a signé le 5 décembre avec l'Agence française de

développement et l'Ambassade de France à Djibouti une convention de financement pour une nouvelle phase du Projet d'Extension et de Renforcement du Réseau d'Assainissement de Djibouti (PERRAD). Cette tranche doit permettre la réalisation de travaux sur les réseaux d'assainissement dans cinq quartiers de Djibouti-Ville, donnant accès à ce service à près de 30 000 personnes supplémentaires. L'enveloppe complémentaire de 13 MEUR portera le montant total de l'investissement à 40 MEUR. L'Office national de l'eau et de l'assainissement de Djibouti sera le maître d'ouvrage ainsi que le propriétaire et exploitant des infrastructures financées qui permettront de réduire les risques sanitaires liés et préserver les ressources en eau de Djibouti qui connaît un fort stress hydrique.

ÉTHIOPIE

Les exportations de khat continuent de chuter

L'exportation du khat, plante aux effets stimulants et euphorisants (classée en France parmi les stupéfiants), est en baisse continue depuis quelques années. Les recettes d'exportations ont été divisées par plus de deux entre 2020 et 2024, passant de 402,6 MUSD à 180,4 MUSD. Les recettes du T1 2025 en baisse de -35 % par rapport à la même période l'année dernière confirme cette tendance. Cette diminution s'explique par la multiplication de points de contrôle non autorisés (et l'application de surtaxes non officielles), l'augmentation des charges fiscales et l'essor de la contrebande. Afin d'y remédier, les autorités ont lancé un programme de renouvellement de licences pour les exportateurs. Ces différentes contraintes affectent la fraîcheur et la qualité des feuilles exportées, et forcent les producteurs à revoir leur prix à la baisse afin de rester compétitifs. Djibouti et la Somalie sont les principaux marchés d'exportation pour le khat éthiopien - 5^{ème} produit d'exportation du pays - concurrencé dans la région par la production kényane.

KENYA

La Banque mondiale révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2024

La Banque mondiale a publié, le 10 décembre, ses prévisions économiques sur le Kenya. L'institution note l'amélioration de plusieurs indicateurs économiques en 2024 (appréciation du shilling, réduction de l'inflation, augmentation des réserves de change et réduction du déficit courant). Néanmoins, la Banque prévoit un ralentissement de l'activité en 2024 (+4,7 %, après +5,6 % en 2023), révisée à la baisse de -0,3 pt par rapport aux prévisions de juin. Selon la Banque, ce ralentissement

BREVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

s'explique par les aléas climatiques d'avril, la baisse de confiance des entreprises suite aux manifestations de juin/juillet et en raison de la consolidation budgétaire. A moyen terme, la croissance augmenterait à nouveau (+5,0 % en 2025, puis +5,1 % en 2026).

Visite du directeur général adjoint du FMI

Lors de sa visite à Nairobi les 9 et 10 décembre, Nigel Clarke, directeur général adjoint du FMI, a été reçu par le président William Ruto pour discuter de la collaboration entre le Kenya et l'institution. Le président a salué le partenariat historique du Fonds avec le Kenya, mettant en avant les progrès significatifs enregistrés dans son pays, comme une inflation à 2,7 % (la plus basse en 17 ans) et des réserves de change atteignant 9,5 milliards USD. Nigel Clarke pour sa part a encouragé les autorités kenyanes à renforcer leur gestion budgétaire et la transparence pour réduire les vulnérabilités liées à la dette. Cette visite intervient alors que le Kenya s'apprête à négocier le renouvellement de son programme de prêts avec le FMI, dont l'échéance est fixée à avril 2025.

MADAGASCAR

Reprise des activités projet minier de Base Toliara

Lors du conseil des ministres du 27 novembre, la levée de la suspension des activités du projet minier Base Toliara, en place depuis 2019, a été annoncée. Filiale du groupe américain Energy Fuels depuis octobre 2024, Base Toliara a salué cette décision et précisé les prochaines étapes : finalisation des documents pour un accord avec le gouvernement, lancement des travaux préparatoires à la construction et reprise des projets communautaires prioritaires. Situé à Ranobe, le projet exploite un gisement de sables minéralisés (ilménite, monazite) et représente un investissement total de 770 MUSD. La mise en production est prévue pour 2028.

MAURICE

Baisse de la récolte sucrière en 2024

Selon un communiqué de la Chambre d'Agriculture de Maurice début décembre, la récolte sucrière a produit 206 887 tonnes de sucre à partir de 2 010 595 tonnes de cannes usinées, avec un taux d'extraction de 10,29 %, sur environ 90 % des surfaces récoltées au 30 novembre. La productivité moyenne aux champs a chuté de 77,3 à 68,8 tonnes de cannes par hectare depuis août, principalement en raison d'un déficit hydrique ayant provoqué un dessèchement des cannes. Des pénuries de main-d'œuvre et des difficultés logistiques ont également accentué les

pertes. Face à ces défis, le *Crop Estimate Coordinating Committee* (CECC) a révisé ses prévisions de production annuelle à 225 000 tonnes, contre une estimation initiale de 250 000 tonnes en juin.

OUGANDA

Stabilité des prix, du taux directeur et de la devise ougandaise en cette fin d'année

L'inflation en novembre se maintient en rythme annuel à 2,9% (identique à octobre) en raison de la stabilité du shilling (-0,3% par rapport à octobre) et d'un ralentissement de la hausse des prix de l'énergie (2,2% contre 3,3% le mois précédent). L'inflation sous-jacente ralentit légèrement (-100 points de base à 3,8%) en lien avec une tension moins forte sur les services, en particulier des sous-composantes : logement (+2,4%) et soins de santé (+6,6%). Dans son dernier rapport de politique monétaire, la Banque centrale (BoU) indique que les perspectives économiques positives, renforcées par l'afflux de capitaux dans les secteurs extractifs, sont de nature à soutenir le taux de change et maintenir l'inflation à un niveau bas : 3,7 % pour 2024/25 et à 4,2 % pour 2025/26. Dans ce contexte, l'autorité monétaire maintient son directeur à 9,75%.

RWANDA

Le Rwanda accueille l'Assemblée générale de la FIA : un événement inédit en Afrique

Pour la première fois sur le continent africain, Kigali est l'hôte de l'Assemblée générale 2024 de la Fédération Internationale de l'Automobile (FIA), qui se tient du 10 au 13 décembre. Cette organisation, régissant le sport automobile et la mobilité, réunit plus de 850 délégués, dont des dirigeants, pilotes et investisseurs. Cet accueil a vocation à mettre en lumière les infrastructures du Rwanda et son ambition de devenir un hub majeur pour les événements sportifs internationaux.

SEYCHELLES

Approbation de la 3^{ème} revue des programmes EFF et RSF

La 3^{ème} revue du programme appuyé par le mécanisme élargi de crédit – MEDC (EFF) et la facilité pour la résilience et la durabilité – FRD (RSF) au profit des Seychelles a été approuvée le 9 décembre 2024 par le conseil d'administration du Fonds. Cette approbation permet le décaissement de 8,2 MUSD au titre de l'EFF et de 4,1 MUSD au titre du RSF. Les

deux programmes, approuvés le 31 mai 2023 pour une durée d'environ 3 ans, représentent un montant total de 102,7 MUSD. Sur le plan macroéconomique, la croissance du PIB des Seychelles devrait augmenter en 2025 à + 4,3 % (contre + 3,2 % l'année précédente). L'inflation devrait pour sa part repartir à la hausse à + 2,3 % en 2025, contre + 0,5 % en 2024.

SOMALIE

Adoption de la 2^{ème} revue du programme ECF par le conseil d'administration du FMI

Le conseil d'administration a approuvé, le 9 décembre, la 2^{ème} revue du programme (Facilité élargie de crédit – ECF) pour la Somalie. Cette décision déclenche le déboursement de près de 10 MUSD. Le communiqué du FMI souligne la bonne performance du programme et la volonté des autorités pour la stabilisation de la situation macroéconomique et le renforcement des capacités institutionnelles. Le FMI a également revu à la hausse ses prévisions de croissance (à +4,0 % pour 2024 et 2025) en raison d'une meilleure performance des exportations et des remises. La consultation pour l'article IV a également été approuvée.

SOUDAN

Début du changement des billets d'argent

Après l'émission d'une nouvelle coupure de 10 000 SDG, la Banque centrale du Soudan (CBS) a annoncé le début du changement et retrait des anciens billets de 500 SDG et de 1000 SDG, à compter du 10 décembre. Cette opération se déroulera pendant une période de deux semaines, à l'issue de laquelle les anciens billets ne seront plus acceptés. Néanmoins, la décision exclut les États affectés par la guerre, qui continueront à utiliser les billets annulés, « jusqu'à nouvel ordre ». En raison de la pénurie de liquidité, la CBS a précisé que l'échange des anciens billets serait effectué uniquement par dépôt sur les comptes des personnes concernées, annonçant en même temps la limitation des retraits en liquide à 200 000 SDG (87 USD environ) par personne et par jour. A cet effet, des instructions ont été adressées aux banques pour simplifier les procédures d'ouverture de compte.

SOUDAN DU SUD

Achèvement de la dernière revue du programme d'assistance technique du FMI

Le FMI a annoncé, par un communiqué publié le 5 décembre, l'expiration du programme d'assistance technique (PMB) depuis le 15 novembre 2024. Initialement approuvé en février 2023 pour une durée de neuf mois, cette assistance a fait l'objet de plusieurs prorogations en raison de la difficulté des autorités Sud Soudanaises à atteindre les objectifs du programme. Au total, seuls 2 objectifs sur 7 ont été atteints (le non-recours à une dette non concessionnelle et le maintien des réserves internationales). Les cibles liées au versement des salaires, aux dépenses sociales, au déficit primaire, à la réduction de la dette gouvernementale et à la croissance de la masse monétaire n'ont pas été atteintes. Le PMB avait pour objectif de soutenir un ensemble de réformes économiques et d'établir les critères préalables pour le déploiement d'un éventuel appui budgétaire pouvant prendre la forme d'une Facilité de Crédit Élargie (ECF).

TANZANIE

Lancement d'une ligne haute tension stratégique entre Chalinze et Dodoma

La Tanzanie a lancé la construction d'une ligne haute tension de 400 kV reliant Chalinze à Dodoma sur 345 km, avec un investissement de 513 Md TZS (186 MEUR environ). Cette infrastructure transportera 2115 MW d'électricité depuis le barrage Julius Nyerere, renforçant l'approvisionnement énergétique dans les régions centrales du pays. Le projet, financé par le gouvernement et attribué à la société TBEA Co. Ltd, devrait s'achever en septembre 2026.